

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



42508



Distr.
RESTREINTE

E/CN.14/CP/13
7 novembre 1962

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion sur la planification économique
intégrale
Addis-Abéba, 15-20 octobre 1962

NOTE SUR LA PROJECTION A LONG TERME EN AFRIQUE

NOTE SUR LA PROJECTION A LONG TERME EN AFRIQUE

1. Dans la plupart des pays sous-développés, sinon dans tous, le développement économique est une préoccupation majeure. De fait, on y est fermement convaincu que le seul moyen de réduire l'écart entre les niveaux de vie de ces pays et des pays plus développés est d'accélérer dans les premiers l'augmentation du taux de croissance. On se rend également compte que les pays moins développés ne pourront pas atteindre cet objectif en empruntant la voie qu'ont suivie les pays industriels dans leur développement, celle des efforts des particuliers avec une intervention de l'Etat réduite au minimum et de nombreux tâtonnements. Il est donc nécessaire non seulement d'élaborer des programmes concrets de développement économique dans les pays sous-développés, mais aussi de créer la structure qui permettra de mettre en oeuvre ces programmes et de contrôler leur exécution. Ces programmes peuvent varier beaucoup, quant au contenu, depuis le programme global qui fixe simplement le revenu national à atteindre et détermine le montant total des capitaux d'investissement requis, jusqu'à détermination minutieuse du développement par secteur et pour une assez longue période. Quoi qu'il en soit, il y a lieu de se féliciter de la simple existence de programmes de ce genre dans les pays sous-développés car elle fait apparaître les lacunes en matière de statistiques et désigne les secteurs qui pourraient servir à polariser le développement.

2. Conscient de cette situation, et tenant compte de l'urgence qu'il y a pour les pays moins développés à élaborer et à mettre en oeuvre des plans nationaux, opérations qui requièrent une amélioration des techniques de la planification, le Conseil économique et social a adopté, à sa trentième session, la Résolution 777, aux termes de laquelle il autorise le Secrétaire général à convoquer une réunion d'experts chargés de poursuivre l'étude critique des techniques de projection à moyen et à long terme, particulièrement dans le domaine économique. Par la suite, l'Assemblée générale, à sa seizième session, par sa Résolution 1708 (XVI), a prié le Secrétaire général de créer un Centre des projections et de la programmation économiques, avec des bureaux auxiliaires dans les commissions

économiques régionales ou les instituts de développement et de planification économiques. Une des tâches principales de ce Centre, sur laquelle nous nous étendrons dans la présente note, est "d'intensifier l'action déjà entreprise dans ce domaine et de préparer, dès qu'il sera possible, en collaboration avec les organismes internationaux intéressés, des projections à long terme des tendances de l'économie mondiale, afin de faciliter la formulation des plans économiques nationaux". Il est évident que les projections qui seront faites pour l'Afrique seront très utiles pour vérifier la compatibilité des objectifs du développement en tenant compte de certaines entraves dues aux conditions de l'Afrique; elles permettront également de déceler les incidences mesurables des principes retenus en matière de développement et de découvrir les secteurs économiques dans lesquels les pays africains peuvent se compléter et coopérer.

3. Une réunion d'experts a donc été convoquée en juin dernier pour examiner, outre une multitude de sujets, trois documents principaux présentant divers modèles de projections pour les diverses zones (A, B et C). De fait, l'établissement de la projection est déjà en cours, tant au Siège de l'ONU que dans certaines commissions régionales. On présume donc que la CEA contribuera à l'établissement de la projection et on a préparé à cette fin un modèle simple.

4. Nous ne tenterons pas de décrire ici ce modèle en détail, nous dirons seulement que c'est un modèle global. Diverses considérations bien connues ont présidé au choix de ce modèle. Pour élaborer celui-ci, sans se hasarder à faire des analyses par secteur, on s'est fondé sur les équations du revenu national. Celles-ci impliquent naturellement un travail plus approfondi pour lequel on doit avoir quelques notions très précises de l'interdépendance des divers secteurs de l'économie ce qui, exige évidemment la coopération de tous les pays africains. Mais, lors de la formulation du modèle, on a étudié avec soin les problèmes auxquels les pays africains ont généralement à faire face. Ces problèmes sont liés au manque de données statistiques nécessaires et au fait que l'économie de la plupart de ces pays repose sur le commerce extérieur; il s'ensuit que si les plans nationaux peuvent être des guides utiles pour les

projections, leurs objectifs ne peuvent pas être retenus tels qu'ils sont. Sont également à prendre en considération le problème de la faible mobilité des ressources d'un secteur à l'autre, celui des échanges entre pays et beaucoup d'autres encore.

5. Pour bien calculer ces projections, il est manifestement indispensable de s'assurer la collaboration des divers pays africains; il faut donc saisir l'occasion d'examiner les problèmes majeurs que pose à l'Afrique l'exécution de ces projections. Ces problèmes peuvent être énoncés sous forme de questions dans l'espoir que les participants à la Réunion pourront arriver à quelques résultats concluants.

- 1) Quelle doit être l'horizon de la période de projection ?
- 2) Un modèle sectoriel peut-il être valablement adopté ?
- 3) Convient-il d'adopter un seul modèle pour la période entière en dépit des changements rapides dans la structure des économies des pays sous-développés ?
- 4) Pour la projection on devra disposer d'une évaluation suffisante du rapport capital-production par secteur. A cet égard on devra se demander, par exemple, s'il faut calculer ce rapport capital-production net ou brut, moyen ou croissant et s'il est possible de se procurer les données nécessaires pour les pays africains ?
5. Le modèle présenté suppose faite une évaluation de l'équipement national et de son amortissement. Il convient de rechercher avec soin si ce calcul est faisable.
6. Quels sont les éléments les plus importants à introduire dans une fonction de la demande d'exportation dans les pays africains ?
7. Dans le modèle présenté, les entrées de capitaux sont un paramètre important. On peut arriver à évaluer ce paramètre en faisant des hypothèses générales pour l'économie mondiale. Or il est probable qu'on pourra améliorer cette évaluation à l'aide de renseignements relatifs aux entrées de capitaux et aux accords bilatéraux qui sont contenus dans les plans de développement des pays africains.

8. Au nombre des paramètres du modèle relatifs aux importations figure l'élasticité de la consommation. Dans certains pays africains, les statistiques de consommation sont abondantes; dans d'autres, par contre, elles sont rares. Comme la CMA entreprendra probablement très prochainement des travaux en ce domaine, il serait très utile d'étudier quelle serait la manière la plus pratique d'évaluer cette élasticité.
9. Dans le modèle figurent aussi deux paramètres relatifs à la part de l'investissement total et à la part de la consommation totale. Il serait très utile d'examiner les éléments qui les affectent.
10. Pour élaborer ces projections, il faudra classer les pays africains en sous-groupes. Ce classement peut se faire ou sur une base politique ou géographique, ou d'après le revenu par habitant ou par principaux produits d'exportation. Cependant, deux propositions fermes invitent à faire ce classement d'après la complémentarité ou l'homogénéité des structures économiques. Quel est, à votre avis, le moyen le plus approprié de grouper les pays africains ?
11. A la Réunion qui s'est tenue au Siège des Nations Unies en juin dernier, les experts ont consacré quelques échanges de vues aux taux de croissance des trois zones. Quel est le taux de croissance le plus approprié pour les divers pays africains, et quelle est la meilleure méthode d'évaluation de ces taux ?